17.480 n Iv.pa. (Weibel) Bäumle. Urgences hospitalières. Taxe pour les cas bénins

Droit en vigueur

**Avant-projet de la Commission de la
sécurité sociale et de la santé publique
du Conseil national**

du 11 avril 2024

Majorité

Minorité (Crottaz, Brenzikofer, Gysi Barbara,
Hess Lorenz, Marti Samira, Meyer Mattea,
Piller Carrard, Roduit, Weichelt, Wyss)

Ne pas entrer en matière

**Loi fédérale
sur l'assurance-maladie**

(LAMal)

**(Quote-part pour les consultations aux
urgences des hôpitaux)**

Modification du ...

*L'Assemblée fédérale de la Confédération
suisse,*

vu le rapport de la Commission de la sécurité
sociale et de la santé publique du Conseil nati-
onal du ...,¹

vu l'avis du Conseil fédéral du ...,²

arrête :

¹ FF 2024 ...

² FF 2024 ...

Droit en vigueur

**Avant-projet de la commission
du Conseil national**

I

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur
l'assurance-maladie³ est modifiée
comme suit :

Art. 64

¹ Les assurés participent aux coûts
des prestations dont ils bénéficient.

^{1bis} La participation aux coûts pour
l'enfant est exclusivement couverte,
jusqu'à la fin du mois où il devient
majeur, par les personnes débitrices
des primes. L'enfant ne peut être
tenu responsable de cette participati-
on aux coûts même après avoir at-
teint l'âge de la majorité; toute pour-
suite introduite contre lui pour ce
motif est nulle.

Art. 64 al. 3^{bis}

Majorité

² Leur participation comprend:

- a. un montant fixe par année (fran-
chise); et
- b. 10 % des coûts qui dépassent la
franchise (quote-part).

Minorité I (Glarner, Aellen,
Aeschi Thomas, Amaudruz, Bircher,
de Courten, Gutjahr, Sauter,
Silberschmidt, Thalman-Bieri,
Vietze, Wyssmann)

² ...

- c. un supplément de 50 francs au
maximum sur la quote-part pour
chaque consultation aux urgen-
ces des hôpitaux, si le canton de
résidence prévoit un tel supplé-
ment.

Minorité II (Nantermod, Dobler,
Sauter, Silberschmidt)

² ...

- c. un supplément de 50 francs au
maximum sur la quote-part pour
chaque consultation aux
urgences des hôpitaux.

³ RS 832.10

Droit en vigueur

**Avant-projet de la commission
du Conseil national**

Majorité

³ Le Conseil fédéral fixe le montant de la franchise et le montant maximal annuel de la quote-part.

Majorité

^{3bis} Les cantons peuvent prévoir d'augmenter le montant maximal de la quote-part selon l'al. 3 de 50 francs à chaque consultation aux urgences des hôpitaux. L'augmentation ne peut pas être prévue pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes adressées aux urgences des hôpitaux sur demande écrite d'un médecin, d'un centre de télémédecine ou d'un pharmacien.

⁴ Pour les enfants, aucune franchise n'est exigée et le montant maximum de la quote-part est réduit de moitié. Plusieurs enfants d'une même famille, assurés par le même assureur, payent ensemble au maximum le montant de la franchise et de la quote-part dus par un adulte.

⁵ En cas d'hospitalisation, les assurés versent, en outre, une contribution aux frais de séjour, échelonnée en fonction des charges de famille. Le Conseil fédéral fixe le montant de cette contribution.

(Minorité I (Glarner, ...))

^{2bis} Le supplément visé à l'al. 2, let. c, ne peut pas être prévu pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes adressées aux urgences des hôpitaux sur demande écrite d'un médecin, d'un centre de télémédecine ou d'un pharmacien.

(Minorité II (Nantermod, ...))

^{2bis} Le supplément visé à l'al. 2, let. c ne peut pas être perçu pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes adressées aux urgences des hôpitaux sur demande écrite d'un médecin, d'un centre de télémédecine ou d'un pharmacien.

Minorité (Nantermod, Dobler, Sauter, Silberschmidt)

^{3bis} Le montant maximal de la quote-part selon l'al. 3 augmente de 50 francs à chaque consultation aux urgences des hôpitaux. En sont exemptés les femmes enceintes, les enfants et les personnes adressées aux urgences des hôpitaux sur demande écrite d'un médecin, d'un centre de télémédecine ou d'un pharmacien.

^{3bis} *Biffer*

^{3bis} *Biffer*

Droit en vigueur

***Avant-projet de la commission
du Conseil national***

⁶ Le Conseil fédéral peut:

- a. prévoir une participation aux coûts plus élevée pour certaines prestations;
- b. réduire ou supprimer la participation aux coûts des traitements de longue durée et du traitement de maladies graves;
- c. supprimer la participation aux coûts pour une assurance impliquant un choix limité d'après l'art. 41, al. 4, lorsque cette participation se révèle inappropriée;
- d. supprimer la franchise pour certaines mesures de prévention exécutées dans le cadre de programmes organisés au niveau national ou cantonal.

⁷ L'assureur ne peut prélever aucune participation aux coûts des prestations suivantes:

- a. prestations visées à l'art. 29, al. 2;
- b. prestations visées aux art. 25 et 25a qui sont fournies à partir de la 13^e semaine de grossesse, pendant l'accouchement, et jusqu'à huit semaines après l'accouchement.

⁸ La participation aux coûts ne peut être assurée ni par une caisse-maladie, ni par une institution d'assurance privée. Il est également interdit aux associations, aux fondations ou à d'autres institutions de prévoir la prise en charge de ces coûts. Les dispositions de droit public de la Confédération et des cantons sont réservées.

Droit en vigueur

*Avant-projet de la commission
du Conseil national*

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.